

successful. Personnel requirements had changed rapidly during the time when recruiting was going on. In addition, the lists of candidates received by the recruiting officials had proved out-of-date. It was hoped that better results would be achieved in 1948. Out of 220 candidates, forty-four had been recruited through the activities of the recruitment centres.

The estimate of \$57,736 would cover the expense of the centre proposed for the Middle East.

In reply to Mr. LEBEAU (Belgium), who requested information on the difference in functions between the centres mentioned in chapters I, II and III, Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) explained that the functions of the centres mentioned in chapter II were to examine candidates after they had been found. The centres mentioned in chapter III were largely for language examinations.

In reply to Mr. CAMPOS (Brazil), who asked what percentage of applicants approved by recruitment offices had received appointment, Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that 643 candidates comprising twenty-seven nationalities had been recommended for serious consideration by the recruitment offices. Of those, forty-eight had been offered and forty-five had accepted appointments.

The Committee approved the estimate of \$57,736 for section 19, by thirty-six votes to none, with two abstentions.

The CHAIRMAN stated that the budget estimates in section 20 (Administrative Committees) were disposed of in their respective Departments.

The meeting rose at 5.56 p.m.

SEVENTY-SECOND MEETING

*Held at Lake Success, New York,
on Wednesday, 22 October 1947, at 3 p.m.*

Chairman : Justice Sir Fazl ALI (India).

35. Budget estimates for the financial year 1948 (documents A/318, A/336, A/396, A/C.5/149, A/C.5/155, A/C.5/157)

The Committee considered section 20.

The CHAIRMAN pointed out that the reduced figure of \$65,000 as recommended by the Advisory Committee had been accepted by the Secretary-General. That figure was distributed in sections 13, 15 and 16 in amounts of \$13,000, \$11,000 and \$41,000 respectively, and since sections 13 and 16 had already been discussed, there remained only the item under section 15.

résultats très satisfaisants. Les besoins en personnel ont subi de brusques variations pendant la période de recrutement. En outre, les listes de candidats reçues par les fonctionnaires chargés du recrutement se sont révélées trop anciennes. On espère obtenir de meilleurs résultats en 1948. Sur 220 candidats, 44 employés ont été recrutés par l'intermédiaire des centres de recrutement.

Le chiffre de 57.736 dollars couvrira les dépenses du centre qu'on a proposé de créer au Moyen Orient.

En réponse à M. LEBEAU (Belgique), qui demande des renseignements sur la différence entre les attributions des centres mentionnés aux articles I, II et III, M. PRICE explique que les centres mentionnés à l'article II ont pour attribution d'examiner les candidats quand on les a découverts. Les centres mentionnés à l'article III ont, dans une large mesure, pour mission de faire subir des épreuves linguistiques.

M. CAMPOS (Brésil), ayant demandé à connaître le pourcentage de candidats nommés parmi ceux qu'ont approuvés les centres de recrutement, M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers) répond que les centres de recrutement ont recommandé d'examiner sérieusement le cas de 643 candidats, représentant 27 nationalités. Sur ce nombre, des emplois ont été offerts à 48 candidats, et 45 ont accepté.

La Commission approuve, par trente-six voix contre zéro et deux abstentions, les prévisions de dépenses de 57.736 dollars pour le chapitre 19.

Le PRÉSIDENT déclare que les prévisions de dépenses du chapitre 20 (Commissions et Comités chargés de questions d'administration) ont été étudiées au cours de l'examen des budgets des départements respectifs.

La séance est levée à 17 h. 56.

SOIXANTE-DOUZIÈME SÉANCE

*Tenue à Lake Success, New-York,
le mercredi 22 octobre 1947, à 15 heures.*

Président : Sir Fazl ALI (Inde).

35. Prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1948 (documents A/318, A/336, A/396, A/C.5/149, A/C.5/155, A/C.5/157)

La Commission examine le chapitre 20.

Le PRÉSIDENT indique que le chiffre réduit de 65.000 dollars recommandé par le Comité consultatif a été accepté par le Secrétaire général. Cette réduction est répartie entre les chapitres 13, 15 et 16 pour des montants s'élevant respectivement à 13.000, 11.000 et 41.000 dollars. Étant donné que les chapitres 13 et 16 ont déjà été discutés, il ne reste à considérer que le montant relatif au chapitre 15.

Mr. LEBEAU (Belgium) did not agree with the Chairman's suggestion regarding procedure. Certain proposals in the Advisory Committee's report¹ were unacceptable. The estimates should be restored to the original figure of \$99,669. As regards the Staff Benefit Committee, for which the original estimate had been \$27,485, the sum for travel expenses might be reduced, but funds were needed for other purposes and, in his view, no reduction was possible.

The Appeals Board had been set up by the Secretary-General, who was competent to decide whether or not it should continue to function. But, as long as it did do so, a sum of \$8,000 to \$10,000 was required for personnel.

He urged that the reduced estimate of \$41,000 in respect of section 16 should be restored to the original figure of \$65,069.

The staff so far provided by the Secretary-General for the Appeals Board represented an expenditure of approximately \$8,000.

Specific provision should be made, otherwise the budget would contain a fictitious element.

The SECRETARY-GENERAL observed that he did not favour the appointment of special personnel for each committee. He undertook to provide the necessary staff for the Appeals Board.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that the Advisory Committee, which had sat for a total of nearly five months, was assisted by a staff of only two persons of lower grade. The Staff Benefit Committee sat for eight days in the year and had a staff of three persons, in addition to temporary assistance.

Mr. LEBEAU (Belgium) insisted that the original estimate was fully justified. The Committee held up to forty meetings per annum and had heavy secretarial work of an intricate nature.

If the Secretary-General could assure the necessary service, he would not press the matter, though he reserved the right to report to the following session of the General Assembly in the event that the staff had not functioned adequately.

The Committee considered section 21.

The CHAIRMAN explained that discussion of the section was, of necessity, somewhat academic since the final estimate depended upon the number of posts that would remain after the proposed cuts.

Many of the allowances had been sanctioned by the General Assembly, but other allowances had not received such approval and, in certain cases, a higher rate was proposed than in the past.

Mr. LAMBERT (Canada) pointed out that in paragraph 44 of document A/336 the Advisory

¹ See document A/336, paragraph 203.

M. LEBEAU (Belgique) n'est pas d'accord avec le Président sur la procédure qu'il suggère. Dans le rapport du Comité consultatif¹ certaines propositions sont inacceptables. Les prévisions devraient être ramenées au chiffre primitif de 99.669 dollars. En ce qui concerne le Comité de la Caisse des pensions du personnel auquel la somme de 27.485 dollars avait été primitivement attribuée, on pourrait réduire la somme prévue pour les frais de voyage, mais on aura besoin des crédits à d'autres fins ; à son avis, il n'est pas possible de procéder à une réduction.

Le Comité d'appel a été institué par le Secrétaire général qui a compétence pour décider s'il doit oui ou non continuer de fonctionner, mais tant qu'il fonctionnera, une somme de 8.000 à 10.000 dollars est nécessaire pour son personnel.

M. Lebeau insiste pour que le chiffre réduit de 41.000 dollars se rapportant au chapitre 16 soit ramené au chiffre primitif de 65.069 dollars.

Le personnel prévu jusqu'ici par le Secrétaire général pour le Comité d'Appel correspond à une dépense d'environ 8.000 dollars.

On doit donc prévoir une disposition spéciale à cet effet, sans quoi le budget ne correspondrait pas à la réalité sur un certain point.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer qu'il n'est pas partisan de nommer un personnel spécial pour chaque comité. Il se charge de fournir le personnel nécessaire au Comité d'Appel.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) indique que le Comité consultatif qui, au total, a siégé pendant près de cinq mois, n'était assisté que de deux fonctionnaires appartenant aux échelons les moins élevés. Le Comité de la Caisse des pensions du personnel n'a siégé que pendant huit jours dans l'année et son personnel comprenait trois fonctionnaires en plus de ceux qui venaient l'aider à titre temporaire.

M. LEBEAU (Belgique) répète que les prévisions primitives étaient entièrement justifiées. Le Comité a tenu jusqu'à 40 séances par an, ce qui a eu pour conséquence un travail de secrétariat très lourd et très complexe.

Si le Secrétaire général peut assurer le service nécessaire, le représentant de la Belgique n'insistera pas sur cette question, bien qu'il se réserve le droit de faire rapport à la session suivante de l'Assemblée générale, au cas où le personnel n'aurait pas suffi à la tâche.

La Commission examine le chapitre 21.

Le PRÉSIDENT explique que la discussion de ce chapitre revêt nécessairement un caractère quelque peu théorique puisque les prévisions définitives dépendent du nombre de postes qui demeureront après les réductions envisagées.

Plusieurs indemnités ont été approuvées par l'Assemblée générale, mais d'autres ne l'ont pas été ; dans certains cas, le montant proposé pour certaines indemnités est plus élevé que par le passé.

M. LAMBERT (Canada) fait observer qu'au paragraphe 44 du document A/336, le Comité

¹ Voir document A/336, paragraphe 203.

Committee had referred to the estimate of \$1,832,885 for travel expenses of staff and family on home leave. He also cited the figures from paragraph 99 of that report to show that the average annual absence of staff members entitled to such leave amounted to about two months per year. National administrations were less liberal in the matter of home leave and he agreed entirely with the Advisory Committee that the Secretary-General should submit proposals for a substantial revision of the Staff Rules relating to home leave. If the home leave were granted every three years instead of every two years, there would result an economy of \$600,000, in addition to an estimated saving of \$313,000 in temporary assistance, for the 1948 budget estimates. Furthermore, there would be an additional saving if payment of the subsistence allowance were not made to staff members in transit on home leave.

He foresaw two objections to his proposal. One was that a limitation on home leave would impair the international character of the Secretariat, since persons would not come to New York from, say, Europe, unless they could return home every two years. It was possible, however, by carrying over a part of the ordinary annual leave to a following year, for a member of the staff to return home after two years' service without undue hardship. The other objection was that, on appointment, the staff planned on home leave every two years.

Under the letter of appointment, the staff accepted employment subject to Staff Regulations and Staff Rules. Staff Regulation No. 18 stated that such leave as might be prescribed by the Secretary-General would be granted. It was clear, therefore, that the Secretary-General might determine at any time the conditions of leave but the General Assembly was also at liberty to indicate to the Secretary-General the outside limits which it desired to see observed in connexion with home leave. He proposed that the Committee should request the Secretary-General to revise the Staff Rules so that home leave would be granted every three years and that no subsistence allowance would be paid during the term of such leave. He requested that the Secretary-General should submit, in a single document, the present Staff Rules governing home leave and, in parallel columns, the Secretary-General's proposals for revision of those rules, as well as an estimate of the effect of those proposals on the 1948 budget. In addition, he proposed that the total of \$1,729,000 for home leave in 1948 should be reduced by \$600,000.

The CHAIRMAN pointed out that the Canadian proposal gave rise to a difficulty in that the Committee had already voted credits for home leave under the sections of the various departments.

consultatif s'est reporté au chiffre de 1.832.885 dollars prévu pour les frais de voyage des membres du personnel et de leurs familles à l'occasion de leur congé dans leur pays d'origine. Il cite également les chiffres du paragraphe 99 de ce rapport afin de montrer qu'en moyenne la durée pendant laquelle les membres du personnel qui ont droit à ce congé peuvent s'absenter chaque année est d'environ deux mois. Les administrations nationales sont moins libérales dans ce domaine et il reconnaît parfaitement avec le Comité consultatif que le Secrétaire général devrait soumettre des propositions tendant à réviser les dispositions du Règlement du personnel relatives au congé dans les foyers. En accordant ce congé tous les trois ans, et non tous les deux ans, on réaliserait une économie de 600.000 dollars, qui s'ajouterait à l'économie estimée, pour l'exercice 1948, à 313.000 dollars sur les traitements du personnel temporaire de remplacement. En outre, on pourrait faire une autre économie en ne versant pas d'indemnité journalière de déplacement aux membres du personnel pendant leur voyage aller et retour au pays d'origine.

Il prévoit deux objections à sa proposition. On objectera, en premier lieu, qu'en réduisant la fréquence du congé dans les foyers, on nuira au caractère international du Secrétariat, étant donné que les fonctionnaires, venant par exemple d'Europe, ne consentiront à travailler à New-York que s'ils sont assurés de pouvoir retourner dans leurs foyers tous les deux ans. Cependant, en reportant à l'année suivante une partie du congé annuel ordinaire, un membre du personnel pourrait sans trop de difficultés retourner dans ses foyers après deux ans de service. La seconde objection est que, au moment de leur engagement, les fonctionnaires comptaient sur un congé dans leurs foyers tous les deux ans.

Mais selon la lettre de nomination, les fonctionnaires ont accepté les dispositions du statut et du règlement du personnel. L'article 18 du règlement du personnel déclare qu'il sera accordé un congé suivant les règles fixées par le Secrétaire général. Il est donc clair que ce dernier peut déterminer, à n'importe quel moment, les conditions de congé, mais que l'Assemblée générale est également libre d'indiquer au Secrétaire général les limites qui, à son avis, ne doivent pas être dépassées dans ce domaine. M. Lambert propose que la Commission invite le Secrétaire général à procéder à la révision du règlement du personnel, de manière que le congé dans les foyers soit accordé tous les trois ans seulement et qu'aucune indemnité journalière ne soit versée pendant la durée dudit congé. Il demande que le Secrétaire général prépare un document unique indiquant, dans une première colonne, les règles qui sont actuellement en vigueur en matière de congé dans les foyers, et, dans une seconde colonne, des propositions révisées, ainsi que l'effet prévu de cette révision sur le budget de 1948. Il propose, en outre, de réduire de 600.000 dollars le total des crédits prévus pour 1948 au titre des congés dans les foyers, qui s'élevait à 1.729.000 dollars.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la proposition du représentant du Canada soulève une difficulté du fait que la Commission a déjà voté, dans les chapitres consacrés aux divers départements,

In addition, the terms of appointment presumably specified the conditions for home leave and it would be unfair if the revision came into effect in 1948.

The SECRETARY-GENERAL stated that he derived his authority to prescribe the rules governing home leave from the General Assembly. Home leave had already started, although the qualifying period had not been completed.

He would endeavour to submit the paper that had been requested.

Mr. LAMBERT (Canada) suggested that section 21 was the only head under which the item of home leave could be discussed.

The SECRETARY-GENERAL reminded the Committee that a decision of the Preparatory Commission, subsequently approved by the General Assembly, provided that every member of the Secretariat, other than a national of the host State, was entitled to home leave every two years. On the strength of that decision, he had made commitments to more than 2,000 persons.

Mr. LEBEAU (Belgium) emphasized that the Staff Rules had been accepted unanimously by the General Assembly. The Belgian delegation alone had entered a reservation on the ground that those rules did not go far enough. It was impossible to make any alteration for 1948 since estimates for the various sections had been approved. It had been open to the Canadian delegation to make a proposal when the individual sections were under discussion.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) remarked that the rules had been laid down for the guidance of the Secretary-General, who was required to report those rules back to the General Assembly. The General Assembly had power to modify them and he enquired whether they had, in fact, been reported back.

The SECRETARY-GENERAL stated that, in the previous year, the Fifth Committee had voted the necessary credit. Both that Committee and the General Assembly had been fully aware of the regulations established by him, which actually were regulations of the Assembly. A report was under preparation and would be submitted to the General Assembly. It was not possible, however, to alter the regulations every year without impairing the administration.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that the Secretary-General had established rules based on general directives of the General Assembly, and the right of the Fifth Committee to consider a matter approved by the Secretary-General on that basis was not clear.

Mr. LAMBERT (Canada) agreed that it might be difficult for the Secretary-General to go back upon

les crédits afférents aux congés dans le pays d'origine. De plus, les conditions d'engagement précisent probablement les conditions à remplir pour avoir droit au congé dans le pays d'origine et il ajoute qu'il ne serait pas juste que cette revision prit effet en 1948.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL précise qu'il tient de l'Assemblée générale le pouvoir qu'il a de fixer les règles relatives au congé dans le pays d'origine. Le personnel a déjà commencé de prendre ses congés, bien que la période donnant droit à un congé ne soit pas encore écoulée.

Il s'efforcera de présenter l'exposé qui lui a été demandé.

M. LAMBERT (Canada) indique que le chapitre 21 est la seule rubrique sous laquelle la question du congé dans les foyers puisse être discutée.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle à la Commission qu'une décision de la Commission préparatoire approuvée ultérieurement par l'Assemblée générale prévoit que tous les membres du Secrétariat qui ne sont pas ressortissants de l'État hôte, ont droit à un congé dans leur pays d'origine tous les deux ans. Fort de cette décision, il a pris des engagements envers plus de deux mille personnes.

M. LEBEAU (Belgique) souligne que le Règlement du personnel a été accepté par l'Assemblée générale à l'unanimité. La délégation belge, seule, a fait des réserves, ce règlement n'allant pas assez loin à son avis. Il est impossible d'apporter aucune modification pour 1948 puisque les prévisions pour les différents chapitres ont été approuvées. La délégation canadienne aurait eu la possibilité de présenter une proposition au moment où les divers chapitres étaient en discussion.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) remarque que le Règlement a été rédigé pour donner des indications au Secrétaire général, qui était prié de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur ce Règlement. L'Assemblée générale est autorisée à le modifier et Sir William Matthews demande si le rapport du Secrétaire général a été présenté.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL déclare que, l'année précédente, la Cinquième Commission a voté les crédits nécessaires. La Cinquième Commission et l'Assemblée générale connaissent parfaitement le Règlement établi par lui, puisque ce Règlement n'est en somme que celui de l'Assemblée. On prépare actuellement un rapport qui sera soumis à l'Assemblée générale. Toutefois, il n'est pas possible de modifier le Règlement chaque année sans porter préjudice à l'administration.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) signale que le Secrétaire général a établi un statut fondé sur les directives d'ensemble de l'Assemblée, et il n'est pas évident que la Cinquième Commission ait le droit d'examiner un point que le Secrétaire général a approuvé en s'appuyant sur ces directives.

M. LAMBERT (Canada) convient qu'il sera peut-être difficile au Secrétaire général de revenir

the commitments he had undertaken. He was principally concerned with the future policy and not principally with the 1948 estimates. The Staff Rules were not immutable nor was the Assembly prevented, by past decision, from changing its mind.

In reply to Mr. MACHADO (Brazil), who enquired, with reference to regulation 29 of the Staff Regulations, how far the amendments would affect contracts entered into previously, the SECRETARY-GENERAL stated that the decision regarding home leave had been taken only in June 1947. At the previous session of the General Assembly, he had informed the Members that there had not been time to implement the relevant rules. A moral responsibility was, in any case, engaged, and he could not grant less than the General Assembly in London had approved.

Mr. MAYER (France) felt that the fact that the Fifth Committee had already voted various estimates for home leave on the first reading of other sections was not a valid reason against further consideration of the question. In his view, the Secretary-General could not have acted differently; home leave was an important matter if the international character of the Secretariat was to be maintained. Comparison with the corresponding rules in national administrations was not always possible.

Mr. HEYWARD (Australia) asked whether the statement in the letter of appointment, that the appointment was subject to the provisions contained therein, or otherwise to the Staff Rules and Regulations, meant that a revision in a downward direction was not possible. That seemed to him an untenable position.

Mr. MARTÍNEZ-LACAYO (Nicaragua) favoured the existing system. Each member of the staff going on home leave was an emissary of the United Nations, and a medium of good propaganda. The work was monotonous and heavy, and a vacation well merited.

Mr. BRAMSON (Poland) agreed with the representatives of France and Belgium. The qualifying period should not be prolonged. Home leave was valuable in maintaining contact with other countries and in preserving the international character of the Secretariat.

The preparation of a paper dealing with a possible alteration of the rule might imply that the Fifth Committee desired such an alteration, and it was advisable, therefore, previously to test the feeling of the Committee.

Mr. GRIMARD (Haïti) supporting the views of the representatives of Belgium and France, suggested that a legal argument could be advanced: many members of the staff had already taken home leave, and an alteration of the conditions would be unfair to the remainder. Accordingly, such an

sur les engagements qu'il a pris. Ce qui le préoccupe surtout, c'est la politique à suivre dans l'avenir, plutôt que les crédits à prévoir pour 1948. Le statut du personnel n'a rien d'immuable et une décision antérieure ne doit pas empêcher l'Assemblée de changer d'avis.

En réponse à M. MACHADO (Brésil), qui demande, à propos de l'Article 29 du Règlement du personnel, dans quelle mesure les amendements affecteraient les contrats déjà passés, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL déclare que la décision relative aux congés dans le pays d'origine n'a été prise qu'en juin 1947. A la session antérieure de l'Assemblée générale, il a fait savoir aux membres que le temps manquait pour mettre en application les articles du Règlement qui s'y rapportent. De toute façon, c'est un engagement moral qui a été pris, et le Secrétaire général ne peut accorder moins que ce qu'a approuvé l'Assemblée générale à Londres.

M. MAYER (France) estime que le fait que la Cinquième Commission a déjà voté divers crédits pour les congés dans le pays d'origine à la première lecture d'autres chapitres ne constitue pas une raison valable pour refuser d'examiner davantage la question. A ses yeux le Secrétaire général ne pouvait agir autrement qu'il l'a fait. Les congés dans le pays d'origine ont une grande importance si l'on désire maintenir le caractère international du Secrétariat. Il n'est pas toujours possible d'établir une comparaison avec les Règlements correspondants des administrations nationales.

M. HEYWARD (Australie) demande si la déclaration contenue dans la lettre de nomination et qui porte que cette nomination est soumise aux dispositions contenues dans ladite lettre ou bien au Règlement du personnel, veut dire qu'il est impossible de réduire les traitements prévus dans les conditions de l'engagement. Ce point de vue lui semble insoutenable.

M. MARTÍNEZ LACAYO (Nicaragua) se déclare partisan du système en vigueur. Tout membre du personnel qui se rend en congé dans son pays d'origine est un messenger de l'Organisation des Nations Unies et un agent de propagande. Le travail est monotone et pénible, et un congé bien mérité.

M. BRAMSON (Pologne) est d'accord avec les délégués de la France et de la Belgique. Il ne convient pas de prolonger la période de stage. Le congé dans le pays d'origine est très utile, car il permet de maintenir le contact avec les autres pays et de sauvegarder le caractère international du Secrétariat.

La préparation d'un document qui traiterait d'une modification éventuelle de cet article pourrait laisser entendre que la Cinquième Commission désire cette modification, et M. Bramson juge opportun de sonder d'abord les sentiments de l'Assemblée sur cette question.

M. GRIMARD (Haïti) se range à l'opinion des délégués de la Belgique et de la France, et pense qu'il est possible de présenter un argument légal: beaucoup de membres du personnel ont déjà pris leur congé dans leur pays d'origine, il ne serait pas juste pour les autres de modifier les

alteration should be contemplated only for a future date.

Mr. LEBEAU (Belgium), referring to the remarks of the representatives of Brazil and Poland, pointed out that the General Assembly, having adopted Staff Regulations, was competent to alter them, but with one limitation, that any alteration should, in accordance with regulation 28, respect the acquired rights of personnel.

The Secretary-General was competent to establish Staff Rules subject to the condition stated in regulation 28, but he could not do so in a manner violating acquired rights or existing Staff Regulations.

The CHAIRMAN observed that it was clear that acquired rights could not be affected, and that a discussion of the matter would not, therefore, be fruitful in so far as the budget for 1948 was concerned. The paper to be prepared by the Secretary-General would be useful for future guidance, and the Committee would have an opportunity to discuss it when it was submitted.

All the items in chapter I, with the exception of (iv) and (v), had been approved by the General Assembly.

Mr. MACHADO (Brazil) suggested that discussion should be limited to the conditions attaching to the items; the figures were subject to adjustment by the Secretary-General. Approval by the General Assembly of the form of implementation of the various items, with two exceptions, had carried with it approval of the principle involved.

Mr. ROSHCIN (Union of Soviet Socialist Republics) suggested that the figure of 700 staff members from distant areas, mentioned in chapter I (i), was excessive and should be reduced to 500.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that the personnel figures and the costs should be disregarded. They had been prepared in early June, but were subject to adjustment after the budget total was decided upon. Similarly, item (v) was subject to adjustment. After describing the nature of the daily living and subsistence allowances and the installation grants (item (v)), he explained that the latter would not be affected as much as the daily living allowances, since many persons appointed in 1947 would become eligible for the grant on receiving a fixed-term appointment of one year or more.

In reply to Mr. LEBEAU (Belgium) who requested information on item (viii), the SECRETARY-GENERAL pointed out that the matter had been discussed during the general debate. The United Nations had undertaken to pay the taxes of those members of the staff whose Governments did not exempt them from liability to income tax. The reimbursement was made in virtue of the General Assembly resolution 13 (I). A clear authority had been given to the Secretary-General in the matter, and

conditions. Par conséquent, on ne saurait envisager une modification éventuelle que pour une date ultérieure.

M. LEBEAU (Belgique), faisant allusion aux remarques présentées par les délégués du Brésil et de la Pologne, signale que l'Assemblée générale est compétente pour modifier le Règlement du personnel, puisque c'est elle qui l'a adopté, sous la réserve toutefois que, conformément à l'article 28, ces modifications respectent les droits acquis du personnel.

Le Secrétaire général est compétent pour rédiger un statut du personnel, sous réserve de la disposition prévue à l'article 28, mais il n'est pas autorisé à le faire dans un sens qui violerait les droits acquis ou le Règlement du personnel actuellement en vigueur.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il est évident que les droits acquis ne sauraient être affectés, et que toute discussion à ce sujet serait stérile en ce qui concerne le budget de 1948. Le document que doit préparer le Secrétaire général sera utile dans l'avenir et la Commission aura l'occasion de le discuter lorsqu'il lui sera soumis.

Tous les postes de l'article I, à l'exception des postes (iv) et (v), ont été approuvés par l'Assemblée générale.

M. MACHADO (Brésil) propose de limiter la discussion aux conditions qui se rattachent aux postes précités; les chiffres seront sujets à révision par le Secrétaire général. Le fait que l'Assemblée générale a approuvé, à deux exceptions près, le mode d'utilisation des divers postes a entraîné l'approbation du principe.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le chiffre de 700 pour les membres du personnel venant de régions éloignées, mentionné à l'article I (i), est excessif et qu'il convient de le réduire à 500.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint, chargé des questions administratives et financières) déclare qu'il ne faut pas tenir compte des chiffres fournis pour le personnel et pour les frais. Ces chiffres ont été établis au début du mois de juin, mais ils sont susceptibles d'être révisés quand l'ensemble du budget aura été approuvé. De même, le poste (v) est susceptible d'être révisé. Après avoir défini les indemnités journalière et de subsistance et la prime d'installation (poste v), M. PRICE explique que cette dernière ne serait pas touchée autant que l'indemnité journalière, puisque beaucoup de personnes nommées en 1947 pourraient recevoir cette prime d'installation, lorsqu'elles obtiendraient un engagement de durée déterminée pour un an ou plus.

En réponse à M. LEBEAU (Belgique), qui demandait des renseignements sur le poste (viii), le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL signale que la question a été examinée au cours de la discussion générale. L'Organisation s'est engagée à payer les impôts des membres du personnel qui n'ont pas été exonérés par leur gouvernement du paiement de l'impôt sur le revenu. Le remboursement est effectué conformément à la résolution de l'Assemblée générale n° 13 (I). Le Secrétaire

a corresponding provision had been included in the contracts of appointment. It was impossible to revoke that provision ; all members of the staff should be treated uniformly. The proper course was, he thought, to make the reimbursement, and to persist in efforts to persuade all Members to grant tax exemption.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) suggested that the United Nations was, in effect, subsidizing those Members which failed to give tax exemptions to their nationals, since contributions of such Members were abated by the amount of the reimbursement.

He proposed that the item of \$500,000 should be struck out of the budget and that reimbursement of the staff members should be made by the Governments concerned. An expense that properly belonged to two or three Members should not be borne by the remaining countries which had exempted their nationals.

It had been fair in the past to accept the item as a common burden since the Members had needed time to pass the necessary legislation. The two or three Members which had failed to act within that time should take care of their own nationals.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that reimbursement was still being made in spite of the fact that the General Assembly had adopted two resolutions favouring exemption from taxation, and in spite of the fact that eighteen months had passed since the first of those resolutions had been adopted. There was no reason for the question to be taken up again and no reason for a clause, providing for reimbursement, to be included in contracts of appointment. A fresh appeal should be made to the Members concerned. Item (viii) should be deleted from the budget.

Mr. VOINA (Ukrainian Soviet Socialist Republic) reminded the Committee that a resolution adopted by the General Assembly (78 (I)) requested the Members which had not yet granted exemption to take early action in the matter. Ample time had elapsed, but the request had been disregarded. The elimination of item (viii) might spur those Members to action. Considerable sums had been expended during 1946 and 1947 and should be returned to the United Nations by the Governments concerned. The Fifth Committee should take action to dispose of the question.

Mr. MACHADO (Brazil) remarked that there was both an administrative and a budgetary aspect to the question. The sum of \$500,000 was, in his view, correctly included in the estimate. It was the right and the duty of the Secretary-General to bring the matter before the General Assembly. The principle involved was whether the United Nations should, or should not,

général a tout pouvoir en cette matière et une disposition à ce sujet figure dans les clauses des contrats de travail. Il est impossible d'annuler cette disposition ; tous les membres du personnel doivent bénéficier d'un traitement uniforme. La procédure qu'il convient de suivre, pense-t-il, est d'effectuer le remboursement et de continuer à insister pour que tous les Membres de l'Organisation accordent l'exonération.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) fait remarquer que l'Organisation accorde en fait une subvention aux Etats Membres qui n'accordent pas d'exonération à leurs nationaux, étant donné que la contribution de ces Etats Membres est diminuée du montant des remboursements.

Il propose de supprimer du budget le poste de 500.000 dollars et de faire effectuer par les gouvernements les remboursements aux Membres du personnel intéressés. Des frais légitimement imputables à deux ou trois Etats Membres ne doivent pas être supportés par les autres pays qui, eux, ont accordé l'exonération.

Il n'a été que juste, dans le passé, d'accepter ce poste à titre de charge commune, étant donné que les Etats Membres avaient besoin d'un certain délai pour promulguer la législation nécessaire. Les deux ou trois Etats Membres qui n'ont pris aucune mesure pendant cette période doivent s'occuper de leurs propres ressortissants.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait remarquer que le remboursement continue à être effectué bien que l'Assemblée générale ait adopté deux résolutions en faveur de l'exonération, et en dépit du fait que dix-huit mois se soient écoulés depuis l'adoption de la première de ces résolutions. Il n'y a pas lieu de soulever à nouveau cette question, ni de faire figurer dans les contrats de travail une clause de remboursement des impôts. Il convient d'adresser un nouvel appel aux Etats Membres intéressés. Le poste (viii) doit être supprimé du budget.

M. VOINA (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle à la Commission que la résolution n° 78 (I) de l'Assemblée générale invite les Etats Membres qui n'ont pas encore accordé l'exonération à prendre à bref délai toutes mesures utiles en la matière. Un délai très suffisant s'est écoulé, et néanmoins ils n'ont pas tenu compte de cette invitation. La suppression du poste (viii) est susceptible d'inciter les Etats Membres à prendre des mesures. Des sommes importantes ont été payées en 1946 et 1947, et devraient être reversées aux Nations Unies par les gouvernements intéressés. La Cinquième Commission devrait prendre des dispositions pour régler cette question.

M. MACHADO (Brésil) fait observer que la question revêt deux aspects, l'un administratif. l'autre budgétaire. Le crédit de 500.000 dollars fait, à son avis, partie des prévisions à juste titre. Le Secrétaire général a le droit et le devoir de saisir l'Assemblée de cette question. Il s'agit du principe suivant : l'Organisation doit-elle, ou non, rembourser les membres de son personnel

reimburse such members of its staff as suffered liability to tax. On that point, the General Assembly, at its previous session, had been explicit and, at the present stage, the Secretary-General was merely requesting the necessary funds. Discussion of the principle should be deferred.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) referred to the fourth report of the Advisory Committee¹ and pointed out that the General Assembly, at its previous session, had not only appealed to all Members to grant tax exemption, but had referred to the Advisory Committee the question of a staff contributions plan. The Committee had reached the conclusion that such a plan, though desirable in principle, should not be introduced immediately.

The SECRETARY-GENERAL pointed out that the position was quite unambiguous. The relevant resolution of the General Assembly (13 (I)), had made it clear that exemption from national taxation was indispensable on grounds of equity and had authorized him to reimburse any taxes levied by Members. In virtue of that resolution, the whole salary scheme had been based on a system of net salaries.

Mr. HSIA (China) did not favour elimination of the item from the budget, though an appeal should be made to all Members to conform to the practice that was generally observed. It was unjust that fifty-four or fifty-five Members should contribute to the tax receipts of two or three Members. He pointed out that in some countries the reimbursement of income tax was illegal. It should also be remembered that the amount reimbursed was itself liable to tax.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) emphasized that there had been no question of reducing the remuneration of the staff. He proposed that Members, whose failure or inability to grant tax exemption resulted in an addition of \$500,000 to the general budget of the United Nations, should bear the appropriate proportional cost, in addition to their percentage assessments, the amounts so levied to be brought to account as a grant in aid of the budget.

Mr. LEBEAU (Belgium) pointed out that by voting the Convention on Privileges and Immunities and by the adoption of two resolutions, at London and New York, the General Assembly had established the principle that the only possible solution of the two-fold problem of equity among the Members and equality among the officials of an international organization was to exempt the emoluments paid by that organization from national taxation. One Member, in particular, whose attitude derived importance from the fact that the headquarters of the United Nations had

qui sont passibles d'impôt. Lors de sa précédente session, l'Assemblée générale a exprimé très clairement son point de vue et, actuellement, le Secrétaire général ne fait que demander les crédits nécessaires. La discussion du principe doit être ajournée.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) se reporte au quatrième rapport du Comité consultatif¹ et fait remarquer que l'Assemblée générale, lors de sa précédente session, n'a pas seulement fait appel à tous les États Membres pour qu'ils accordent l'exonération, mais qu'elle a renvoyé au Comité consultatif la question d'un barème des contributions du personnel. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'un barème des contributions du personnel est souhaitable en principe, mais qu'il ne doit pas être adopté immédiatement.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer que la situation est très claire. La résolution (13 (I)) de l'Assemblée générale qui se rapporte à ce point, établit clairement que l'exonération de l'impôt national est nécessaire pour des raisons d'équité, et elle lui permet de rembourser tous impôts levés par les États Membres. En vertu de cette résolution l'échelle du paiement des salaires tout entière a été fondée sur le système des salaires nets.

M. HSIA (Chine) n'approuve pas la suppression de ce poste, mais il estime qu'il y a lieu d'inviter tous les États Membres à se conformer aux pratiques généralement observées. Il est injuste que 54 ou 55 États Membres contribuent aux revenus fiscaux de deux ou trois autres États Membres. Il fait remarquer que, dans certains pays, le remboursement des impôts sur le revenu est illégal. Il ne faut pas non plus oublier que le montant des remboursements est lui-même passible d'impôt.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) insiste sur le fait qu'il n'a pas été question de réduire les traitements du personnel. Il propose que les États Membres qui ont négligé ou qui ont été dans l'impossibilité d'accorder l'exonération des impôts, imposant ainsi au budget général des Nations Unies une charge supplémentaire de 500.000 dollars, assument une proportion convenable de ces frais, en plus de la quote-part proportionnelle qui leur est fixée, et les sommes ainsi prélevées figureraient dans les comptes à titre de subventions budgétaires.

M. LEBEAU (Belgique) fait observer que, par le vote de la Convention sur les privilèges et immunités, puis par l'adoption de deux résolutions, à Londres et à New-York, l'Assemblée générale a consacré l'idée que la seule solution possible du double problème de l'équité à l'égard des États et de l'égalité entre les fonctionnaires d'une institution internationale était l'exonération d'impôts nationaux sur les rémunérations versées par cette institution. Un État Membre, en particulier, dont l'attitude est importante parce que c'est sur son territoire qu'est fixé le siège

¹ See document A/396.

¹ Voir document A/396.

been established in its territory, was not implementing the resolutions and was making reservations in regard to the Convention. The result was that a part of other Members' contributions to the budget of the United Nations served to feed the Treasury of that Member, through the reimbursement of taxes paid to it by certain international officials.

During the first and second parts of the first session of the General Assembly, the Belgian delegation had protested against that situation, and had made reservations regarding the credits provided for such reimbursement in the budget of the United Nations. It had been emphasized at the time that the Member in question should be allowed time to take the necessary steps to conform to the principle laid down in the Convention and the two resolutions.

A credit of \$500,000 was provided for the year 1948. The Belgian delegation would vote against that credit, for the reason that it could not justify to the Belgian taxpayer an expenditure of that kind, from which undue benefit accrued to the treasury of the host State exclusively. His delegation realised that, if the credit were refused, the Secretary-General would be unable to reimburse to officials of the Secretariat who were nationals of that State the taxes paid by them; it would deplore such a situation and the possible consequences. Perhaps, however, it would be the only means of making it clear that the host State could not indefinitely refuse to apply a system, namely, tax exemption, which was the very condition of the functioning of the United Nations Secretariat.

He supported the proposal of the United Kingdom representative and, in the event of its rejection, he would ask for a separate vote on the item of \$500,000.

Mr. STEVENSON (United States of America) stated that he was not sure whether his remarks related to the principle or to the budgetary implications of the question. The position of his delegation was determined by the fact that the Senate of the Congress of the United States had approved the convention with a reservation on the tax exemption of United States nationals. Although the House of Representatives had not yet acted on the convention, there was no prospect that its action would differ from that taken by the Senate. It was clear that the Congress, which had granted tax immunity to foreign nationals employed by the United Nations in the United States, would not sanction the creation of a tax-privileged group of its own nationals. The problem of equity among the Members and equality among the personnel therefore remained. The decision lay with Congress, not with his delegation. Many representatives had urged that the reimbursement of taxes and the consequent inequity among the Members should cease. He was aware of the unfortunate and difficult situation that had arisen, but the effect on salaries of a termination of the reimbursement should be clearly understood; perhaps the Secretary-General could supply the necessary figures for the information of the Committee.

de l'Organisation, ne donne pas suite à cette résolution et formule des réserves à l'égard de la Convention. Il résulte de ceci qu'une fraction de la contribution des autres Membres au budget de l'Organisation sert, par les remboursements d'impôts versés à ce Membre par certains fonctionnaires internationaux, à alimenter le Trésor de ce Membre.

Aux deux parties de la première session de l'Assemblée générale, la délégation belge s'est déjà insurgée contre cette situation et a fait des réserves à l'égard du crédit prévu dans le budget de l'Organisation pour de tels remboursements. On a souligné, à ce moment, qu'il fallait laisser au Membre en question certains délais, afin de lui permettre de prendre les dispositions nécessaires pour se conformer au principe de la Convention et des deux résolutions.

Or, actuellement, pour 1948, le crédit prévu est d'un demi-million de dollars. La délégation belge votera contre ce crédit, parce qu'elle ne peut, vis-à-vis des contribuables belges, justifier d'une telle dépense, qui bénéficie, en définitive, exclusivement et indûment au Trésor de l'État hôte. Elle se rend compte que, si ce crédit est refusé, le Secrétaire général ne pourra rembourser aux fonctionnaires du Secrétariat qui sont ressortissants de cet État les impôts qu'ils ont payés. La délégation belge déplorera un tel état de choses et ses conséquences éventuelles. Toutefois, ce sera peut-être le seul moyen de faire comprendre que l'État hôte ne peut indéfiniment refuser l'application d'un système — l'exonération d'impôts — qui est la condition même du fonctionnement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Il appuie la proposition du représentant du Royaume-Uni et, au cas où elle serait repoussée, il demandera un vote séparé sur le crédit de 500.000 dollars.

M. STEVENSON (États-Unis d'Amérique) ne pourrait pas dire si ses observations portaient sur le principe ou sur les incidences budgétaires de la question. L'attitude de sa délégation est déterminée par le fait que le Sénat des États-Unis a donné son approbation à la convention, en faisant une réserve au sujet de l'exonération à accorder aux citoyens des États-Unis. Bien que la Chambre des représentants n'ait pas encore pris de décision en ce qui concerne la convention, il y a peu de chance que sa décision soit différente de celle qu'a déjà prise le Sénat. Il est clair que le Congrès qui a accordé l'exonération fiscale aux étrangers employés par l'Organisation aux États-Unis ne veut pas sanctionner la création d'une catégorie privilégiée de ses propres nationaux en matière d'impôts. Le problème de l'équité à l'égard des États Membres et l'égalité entre membres du personnel reste donc entier. La décision appartient au Congrès, non à sa délégation. De nombreux représentants ont préconisé de mettre fin au remboursement des impôts et à l'inégalité entre États Membres qui en résulte. M. Stevenson n'ignore pas quelle situation regrettable et difficile en est résultée; mais il faut bien comprendre, si l'on met fin au remboursement des impôts, quel en sera l'effet sur les traitements; le Secrétaire général pourrait peut-

The United Kingdom proposal would amount indirectly to tax exemption, and he could not agree to doing indirectly what his Government had decided should not be done directly. Conversely, were the Fifth Committee to recommend that the Secretary-General's authority to make tax reimbursements should cease at the end of the year, he would not oppose such a recommendation.

Mr. MACHADO (Brazil) pointed out that the representative of Belgium had been opposed to a varying of the provisions for home leave since that would affect existing contracts. Yet, the same consideration applied to tax equalization.

The General Assembly had been unanimous on the principle of equality between the members of the staff and it would be improper to eliminate the item from the budget and thereby to vary the principle.

Mr. MAYER (France) remarked that experience had shown that it was not always easy to carry into effect a convention of fiscal immunities. Constitutional issues were often involved.

The representative of the United States had argued that the United Kingdom proposal would be tantamount to the indirect exemption of American nationals. It seemed to him that if a citizen of the United States paid his taxes, the Legislature should be satisfied.

The Congress would not be able to deal with the question before 1 January 1948 and if the item were eliminated from the budget, the Secretary-General would have to suspend the process of reimbursement from that date. The representative of the United States had held out little assurance of a change of attitude, but Members would hope that a resolution of the General Assembly would be given due consideration by the Congress. Accordingly, he proposed that, in place of the sum of \$500,000, a sum of \$250,000 should be approved so that the Secretary-General might be able to continue the reimbursement of taxes during the first half of 1948. He was prompted to submit his proposal, first, by the constitutional difficulties of implementing the convention, and secondly, by a desire that the General Assembly should express its view on the need of equality among the officials of an international organization, an equality which could be achieved only by total tax exemption.

The SECRETARY-GENERAL pointed out that the sum of \$500,000 was destined for the reimbursement of taxes payable in respect of 1947. No part of that sum could be eliminated without a repudiation of contracts signed on behalf of the Members.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) observed that adoption of his proposal would not in any way involve a breach of contract. The sum would remain in the budget and would enable the Secretary-General to make the

être communiquer à la Commission, pour information, les chiffres nécessaires.

La proposition du Royaume-Uni mènerait indirectement à une exonération fiscale, et il ne peut accepter de faire par la voie indirecte ce que son Gouvernement a refusé de faire par la voie directe. Par contre, si la Cinquième Commission recommandait que le Secrétaire général perde, à la fin de l'année, le pouvoir de procéder au remboursement des impôts, il ne s'opposerait pas à une telle recommandation.

M. MACHADO (Brésil) souligne que le représentant de la Belgique s'est opposé à une modification des dispositions relatives aux congés dans les foyers, parce que ces modifications affecteraient les contrats existants. Or, les mêmes considérations s'appliquent à la péréquation fiscale.

L'Assemblée générale a été unanime sur le principe de l'égalité entre membres du personnel ; il serait irrégulier de supprimer ce poste, et de modifier le principe.

M. MAYER (France) fait remarquer qu'il n'est pas toujours facile, comme l'expérience l'a prouvé, de faire exécuter une convention d'exonération fiscale. Ces conventions mettent souvent en jeu des questions constitutionnelles.

Le représentant des États-Unis d'Amérique prétend que la proposition du Royaume-Uni correspond, en fait, à une exonération indirecte des nationaux des États-Unis d'Amérique. Mais si un citoyen des États-Unis d'Amérique paie ses impôts, cela ne devrait-il pas suffire, aux yeux de la loi ?

Le Congrès ne pourra pas traiter de cette question avant le 1^{er} janvier 1948 ; si ce poste était rayé du budget, le Secrétaire général devrait suspendre le remboursement à compter de cette date. Le représentant des États-Unis d'Amérique n'a donné que peu d'espoir quant à un changement d'attitude ; mais les États Membres espèrent que le Congrès prendra en considération une résolution de l'Assemblée générale. Il propose donc d'approuver, au lieu d'une somme de 500.000 dollars, une somme de 250.000 dollars, de manière à permettre au Secrétaire général de continuer à rembourser les impôts pendant la première partie de 1948. Sa proposition est motivée, d'abord par les difficultés constitutionnelles d'application de la convention, et en second lieu par le désir de voir l'Assemblée exprimer son opinion sur la nécessité de l'égalité entre fonctionnaires d'une organisation internationale, égalité qui ne peut être obtenue que par l'exonération fiscale intégrale.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle que la somme de 500.000 dollars est destinée au remboursement des impôts dus pour 1947. Aucune partie de cette somme ne peut être éliminée sans porter atteinte aux contrats signés au nom des États Membres.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) fait remarquer que l'adoption de sa proposition n'impliquerait nullement une rupture de contrat. La somme resterait inscrite au budget, ce qui permettrait au Secrétaire général de procéder aux

necessary reimbursement. The Members which bore the responsibility would pay a proportional part of that sum in addition to their contributions. No one would suffer or be mulcted.

The CHAIRMAN felt that there was danger that, after elimination of the item, the Members liable might fail to make a proportional payment; the Secretary-General would be powerless, in that event, to reimburse the members of the staff.

Mr. ROSHCIN (Union of Soviet Socialist Republics) suggested that the proper order of voting was (1) the proposal for elimination of item (viii), (2) the French proposal, and (3) the United Kingdom proposal.

He could not accept a situation in which a part of the USSR contribution was destined to Members which had failed to exempt their nationals, and accordingly, he would support the first proposal.

Mr. FOURIE (Union of South Africa) supported the view of the representative of Brazil that the question should be dealt with in two parts. The Committee should decide whether to eliminate the item from the budget. The question was simple, since a definite commitment existed in respect of 1947.

Under the United Kingdom proposal, the item would not be eliminated from the budget, but there was an aspect to which he wished to call the Committee's attention: the General Assembly would be calling upon a Member to do that which the Member had announced it would not be able to do.

Mr. MARTÍNEZ-CABAÑAS (Mexico) supported the view of the representative of the Union of South Africa.

Mr. LEBEAU (Belgium) observed that the representative of Brazil had referred to a logical flaw in the Belgian position. But the fact was that there existed an international convention which had been approved by the General Assembly and ratified by a majority of the Members, as also two unanimous resolutions of the General Assembly, in respect of which the United States representative had, he thought, made no reservation at the time. The United States was not implementing those decisions. Consequently, staff members who would suffer through suspension of the reimbursement of taxes could not hold against the United Nations a measure which was merely the result of a failure on the part of their own country to apply solutions which had been decided upon by the General Assembly on three occasions. In such an eventuality, they should have recourse to their own Government.

The meeting rose at 5.40 p.m.

SEVENTY-THIRD MEETING

Held at Lake Success, New York, on Thursday, 23 October 1947, at 11. a.m.

Chairman: Justice Sir Fazl ALI (India).

remboursements nécessaires. Les États Membres qui en portent la responsabilité verseraient une partie proportionnelle de cette somme en sus de leurs contributions. Nul ne serait lésé ni pénalisé.

Le PRÉSIDENT craint que, si l'on supprime ce poste, les États Membres affectés n'effectuent pas leur versement proportionnel; en ce cas, le Secrétaire général serait incapable de rembourser les membres du personnel.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'il convient de mettre les propositions aux voix dans l'ordre suivant: 1) la proposition relative à la suppression du poste (viii), 2) la proposition de la France et 3) la proposition du Royaume-Uni.

Il ne peut accepter qu'une partie de la contribution de l'URSS aille en fait aux États Membres qui n'ont pas exonéré leurs ressortissants; il votera donc en faveur de la première proposition.

M. FOURIE (Union Sud-Africaine) estime, avec le représentant du Brésil, qu'il faut traiter la question en deux stades. La Commission doit d'abord décider s'il faut supprimer ce poste. La question est simple, car un engagement précis existe pour 1947.

Selon la proposition du Royaume-Uni, ce poste ne serait pas supprimé; mais il y a un aspect de la question sur lequel M. Fourie désire attirer l'attention de la Commission: l'Assemblée générale demanderait à un État Membre de faire ce que cet État Membre a déclaré ne pas être en mesure de faire.

M. MARTÍNEZ-CABAÑAS (Mexique) se range à l'opinion du représentant de l'Union Sud-Africaine.

M. LEBEAU (Belgique) fait observer que le représentant du Brésil a mentionné un défaut de logique dans la position belge. Mais, en vérité, il existe une convention internationale, approuvée par l'Assemblée générale et ratifiée par la majorité des Membres, ainsi que deux résolutions unanimes de l'Assemblée générale, au sujet desquelles le représentant des États-Unis d'Amérique n'a fait aucune réserve, semble-t-il, à l'époque.

Les États-Unis n'y donnent pas suite. En conséquence, les fonctionnaires qui seraient lésés par la suspension du remboursement des impôts ne peuvent invoquer, contre les Nations Unies, une mesure qui n'est que le résultat de la carence, par leur propre pays, d'appliquer des solutions décidées trois fois par l'Assemblée générale; ils doivent, le cas échéant, se retourner contre leur propre Gouvernement.

La séance est levée à 17 h. 40.

SOIXANTE-TREIZIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le jeudi 23 octobre 1947, à 11 heures.

Président: Sir Fazl ALI (Inde).